L'an deux mille seize, le onze mars à vingt heures trente se sont réunis les membres du conseil municipal sous la présidence de M. Jacky GOY, Maire

Etaient présents : M. GOY Jacky, Maire,
Mme DIOP Céline, MM. LEMAIRE Olivier, MORISSE Michel, adjoints
Mmes BOULANGER Monique, BOURDON Marie-Hélène, DUTKIEWICZ Laurence,
LAMBOUX Marie-Hélène, LANGLOIS DUCLOS Pascale, SCHMIDT Stéphanie,
MM. CHEVALIER Thierry, LEFEBVRE Philippe
Absents : Mmes, QUEVILLY Emilie, MM. LEMOINE Yohann, LEMONIER Hugues.
Procuration de Mme Quevilly à Mme Diop
M. Lemonier à M. Chevalier

Secrétaire de séance : Mme Schmidt Stéphanie

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté, Monsieur le Maire a ouvert la séance et soumis au conseil municipal les affaires suivantes :

Ajout de points de délibérations supplémentaires à l'ordre du jour :

Monsieur le Maire demande d'ajouter des points de délibérations supplémentaires à l'ordre du jour :

- Modification des statuts de la Communauté de Communes
- Télétransmission des actes
- Achat lave-vaisselle à la cantine
- Reprise du terrain de foot par la Communauté de Communes.

Le Maire quitte la séance et confie le point à Monsieur Lemaire Olivier :

Comptes
administratifs &
comptes de gestion
2015

BUDGET PRINCIPAL

- La section de fonctionnement fait apparaître un excédent de clôture d'un montant de 42 623.31 €
- La section d'investissement fait apparaître un excédent de clôture de 21 947.48 €

Un résultat cumulé exercice 2015 de 64 571.05 €

Exercice 2015	Fonctionnement	Investissement	Total
Dépenses	436 971.74	145 786.80	582 758.54
Recettes	479 595.31	167 734.28	647 329.59
Résultat	42 623.57	21 947.48	64 571.05

	Résultat de clôture Exercice 2014	Résultat Exercice	Part affectée à l'investissement	Résultat de clôture Exercice 2015
Fonctionnement	777 138.91	160 912.59	114 273.48	705 489.00
Investissement	- 114 273.91	- 66 212.82		- 92 326.00
Total	662 865.43	94 700.16	114 273.48	613 163.00

ASSAINISSEMENT

	Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice	Résultat exercice précédent	Résultat de clôture de l'exercice
Investissement	121 969.20	227 176.67	- 105 207.47	162 159.97	56 952.50
Fonctionnement	243 434.51	152 200.69	91 233.82	30 931.25	122 165.07
Total	118 975.28	132 641.33	- 13 973.65	193 091.22	179 117.57

CAISSE DES ECOLES

	Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice	Résultat exercice précédent	Résultat de clôture de l'exercice
Fonctionnement	58 540.69	52 080.35	6 460.34	12 718.99	19 179.33

CCAS

	Recettes	Dépenses	Résultat de l'exercice	Résultat exercice précédent	Résultat de clôture de l'exercice
Fonctionnement	10 906.35	7 026.37	3 879.98	173.65	4 053.63

Vu le rapport de présentation du compte administratif 2015

CONSIDERANT que celui-ci est en concordance avec le compte de gestion du même exercice établi par le receveur de la commune.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré à l'unanimité

ADOPTE le compte administratif 2015

ADOPTE le compte de gestion 2015.

Même séance

Après avoir examiné le compte administratif de l'assainissement de St Didier

Affectation du
résultat de
l'assainissement

des Bois de l'exercice 2015, le conseil municipal
Décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :
Reports :
Excédent reporté de la section de Fonctionnement de l'année antérieure :
30 931.25 €

Excédent reporté de la section d'Investissement de l'année antérieure :
162 159.97 €

Solde d'exécution (déficit -001) de la section d'investissement de
105 207.47 €

Un résultat d'exécution (excédent - 002) de la section de fonctionnement de
91 233.82 €

Restes à réaliser

En dépenses pour un montant de : 0 €

En recettes pour un montant de : 0€

Excédent de résultat de fonctionnement reporté (R002) : 122 165.07 €

Même séance

Affectation du
résultat de la
Caisse des Ecoles

Après avoir examiné le compte administratif de la caisse des écoles de St Didier des
Bois de l'exercice 2015, le conseil municipal

Décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :

Reports :

Excédent reporté de la section de Fonctionnement de l'année antérieure : 12 718.99 €

Déficit reporté de la section d'Investissement de l'année antérieure : 0

Solde d'exécution (excédent -001) de la section d'investissement de 0

Un résultat d'exécution (Excédent - 002) de la section de fonctionnement de
6 460.34 €

Restes à réaliser

En dépenses pour un montant de : 0 €

En recettes pour un montant de : 0 €

Besoin net de la section d'investissement 0 €

Excédent de résultat de fonctionnement reporté (R002) : 19 179.33 €

Même séance

Affectation du
résultat du CCAS

Après avoir examiné le compte administratif du CCAS de St Didier des Bois

de l'exercice 2015, le conseil municipal
Décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :
Reports :
Excédent reporté de la section de Fonctionnement de l'année antérieure :
173.65 €

Excédent reporté de la section d'Investissement de l'année antérieure : 0 €

Solde d'exécution (déficit -001) de la section d'investissement de 0 €

Un résultat d'exécution (excédent) de la section de fonctionnement de
3 879.98 €

Restes à réaliser

En dépenses pour un montant de : 0 €

En recettes pour un montant de : 0 €

Excédent de résultat de fonctionnement reporté (R002) : 4 053.63 €

Même séance

Après avoir examiné le compte administratif de la commune de St Didier des
Bois de l'exercice 2015, le conseil municipal

Décide d'affecter le résultat d'exploitation comme suit :

Reports :

Excédent reporté de la section de Fonctionnement de l'année antérieure :
662 865.43 €

Déficit reporté de la section d'Investissement de l'année antérieure :
114 273.48 €

Solde d'exécution (excédent -001) de la section d'investissement de
21 947.48 €

Un résultat d'exécution (Excédent - 002) de la section de fonctionnement de
42 623.57 €

Restes à réaliser

En dépenses pour un montant de : 0 €

En recettes pour un montant de : 0 €

Besoin net de la section d'investissement 92 326.00 €

Excédent de résultat de fonctionnement reporté (R002) : 613 163.00 €

Même séance

Affectation du résultat de la commune

Convention avec
le Centre de
Gestion pour
des Missions
temporaires

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que l'article 25 de la loi N° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que les Centres de gestion peuvent recruter des agents en vue de les affecter à des missions temporaires ou d'assurer le remplacement d'agents momentanément indisponibles ou encore de pourvoir à la vacance temporaire d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu.

Ces agents peuvent être mis à la disposition des collectivités affiliées et non affiliées à titre onéreux, conformément à l'article 22 (alinéa 6 de la loi n° 84-53) et par convention.

En outre la loi N° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique, désigne les Centres de Gestion comme les principaux interlocuteurs des collectivités et établissements pour la mise à disposition de personnel intérimaire.

Pour assurer la continuité du service, Monsieur le Maire propose d'adhérer au service des missions temporaires du CD27 et il présente la convention type à partir de laquelle les demandes de mise à disposition de personnel à titre onéreux pourront être adressées au cdg27.

Décide

Sur quoi statuant,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un AVIS FAVORABLE de principe pour le recours au service de remplacement proposé par le Cdg 27,

APPROUVE le projet de convention afférent, tel que présenté par Monsieur le Maire, et éventuellement, toute nouvelle convention émanant du CDG27,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention avec Monsieur le Président du Centre de gestion de la Fonction publique Territoriale de l'Eure,

DIT que les dépenses nécessaires, liées à ces mises, à dispositions de personnel par le Cdg27, seront autorisées après avoir été prévues au Budget.

Même séance

Modification des
Statuts de la
Communauté de
Communes

Lors du Conseil Communautaire du 10 février 2016, à l'unanimité, il a été décidé de modifier les statuts de la Communauté de Communes d'Amfreville la Campagne pour les deux points suivants :

1. Mise à jour du règlement intérieur de la Communauté de Communes :

Vu la réunion du Groupe de Travail composé pour la mise à jour du règlement intérieur et après exposé du Président, celui-ci est modifié comme suit :

CHAPITRE XIV - DISPOSITIONS GENERALES

XIV. 6

« Le Bureau est composé du Président, des vice-présidents, des Maires et des Maires délégués des Communes Nouvelles déjà élus délégués communautaires. Pour les votes en bureau, il ne pourra y avoir qu'une voix par commune historique.

En cas d'absence du Maire, celui-ci peut se faire représenter par un délégué communautaire avec un pouvoir, ou par son suppléant avec un pouvoir, pour les communes n'ayant qu'un seul délégué.

Un membre du bureau peut donner un pouvoir à un autre membre du bureau »

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte cette modification.

2. Intégration de Communes Nouvelles

Après exposé du Président relatif à la création de Communes nouvelles sur le territoire de la Communauté de Communes d'Amfreville la Campagne, les communes adhérentes sont désormais les suivantes :

AMFREVILLE SAINT-AMAND - BEC THOMAS - FOUQUEVILLE - LE BOSC DU THEIL - LA HARENGERE - LA HAYE DU THEIL - HOULBEC - MANDEVILLE - LA PYLE - SAINT CYR LA CAMPAGNE - SAINT DIDIER DES BOIS - SAINT GERMAIN DE PASQUIER - SAINT MESLIN DU BOSC - SAINT OUEN DE PONTCHEUIL - SAINT PIERRE DES FLEURS - SAINT PIERRE DU BOSCGUERARD - LA SAUSSAYE - LE THUIT DE L'OISON - TOURVILLE LA CAMPAGNE - VRAIVILLE.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, accepte cette modification.

Même séance

Télétransmission
des actes

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la télétransmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité.

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il veut participer au projet national ACTES (Aides au Contrôles de légalité d'EmatérialiSé), dispositif de télétransmission mise en œuvre par le ministère de l'intérieur.

Les avantages attendus par la télétransmission se mesurent notamment en termes d'économies de papier et d'affranchissement postal, ainsi que des gains de temps dans l'acheminement des actes, l'archivage et les recherches documentaires. La sécurité des échanges est garantie en ce qui concerne l'identité des parties, l'intégrité des documents et leur horodatage. Enfin, l'accusé réception de la préfecture est retourné en quelques minutes.

Il convient de choisir un opérateur de télétransmission homologué par le ministère. Le choix se porte sur "**@ct'EURE**"

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal autorise Monsieur le Maire à :

- Signer la convention avec le représentant de l'Etat.
- Acquérir un certificat de signature électronique
- Signer les différents documents, avec l'opérateur de télétransmission retenu « @ct 'EURE » nécessaire à la télétransmission.

Même séance

Reprise du terrain de foot par la Communauté de Communes

En vue de la compétence sport de la Communauté de Communes et afin de pouvoir créer les locaux des vestiaires sportifs sur la commune St Didier des Bois, Monsieur le Maire informe les élus du Conseil municipal qu'il est nécessaire que la Mairie de St Didier des Bois mette à disposition à titre gratuit le terrain de football situé à St Didier des Bois rue Roland Diénis ZA191, et propriété de la mairie de Saint Didier des Bois.

Après avoir fait état de la présente demande de mise à disposition de terrain, Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal d'approuver la mise à disposition à titre gratuit d'un terrain de football de 7210 m² à la Communauté de Communes d'Amfreville.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- approuve la mise à disposition à titre gratuit d'un terrain de football de 7210 m² environ situé sur la Commune St Didier des Bois rue Roland Diénis ZA191

- autorise Monsieur le Maire à réaliser toutes les démarches utiles à la mise en œuvre de la présente délibération.

Même séance

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal que le lave-vaisselle de la cantine est tombé en panne. Une réparation provisoire a été réalisée, Toutefois, le technicien a jugé qu'il ne fallait pas prévoir de grands travaux dessus, vu l'âge de l'appareil (25 ans).

De ce fait, 3 entreprises ont été contactées par Monsieur le Maire.

Après étude des propositions, le Conseil Municipal retient à l'unanimité la proposition de l'entreprise DCF de Sacquenville.

Le coût s'élève à 8 066.40 €

Achat lave
vaisselle à la
cantine

Même séance

Exposé

L'an dernier, Madame DIOP avait émis l'idée de réduire les taux d'imposition afin de maîtriser la hausse des impôts locaux.

Pour la préparation du budget 2016, Monsieur le Maire a présenté une simulation en ce sens. Les taux respectifs de la taxe d'habitation, du foncier bâti et non bâti passeraient de 5.22% à 5.16%, de 22.55% à 22.30%, de 46.97% à 46.50%, assurant ainsi un gel du produit fiscal.

Monsieur Olivier LEMAIRE propose d'aller plus loin en réduisant comme tel :

Taxe habitation 5.5% à 5%

Taxe foncière bâti 22.55% à 22%

Taxe foncière non bâti 46.50% à 44.99%.

Cette dernière proposition est soumise au vote : 12 voix pour, Monsieur le Maire et M. MORISSE s'abstiennent.

Les taux retenus pour l'élaboration du budget 2016 seront donc

TH : 5%

TFB : 22%

TFNB 44.99 %

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 23h00.

Taux 2016